

Le Monde

Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Peut-on encore sauver l'emploi industriel en France ?

- La production a augmenté de 1,6 % en janvier
- La désindustrialisation reste une tendance lourde en Europe
- Une politique créatrice d'emplois exige innovation et spécialisation



Nicolas Sarkozy avec des ouvriers de l'usine métallurgique Schrader, lors de sa visite à Pontarlier (Doubs), le 9 mars. JEFF PACHOUD/AFP

L'intérim et la production industrielle, considérés comme des indicateurs avancés de reprise de l'activité économique et de l'emploi, sont repartis à la hausse. L'Insee fait état d'un ralentissement de la baisse de l'emploi industriel, nourrie par la reprise de l'intérim, et constate un rebond, en janvier, de la production automobile de 3,1% et de la production industrielle de 1,6%. « Ces résultats suggè-

rent une amélioration graduelle de l'activité industrielle au premier trimestre », estime Axelle Lacan, économiste au Crédit agricole. Le soutien au secteur – primes à la casse, activité partielle de longue durée, aides à l'automobile – porterait donc ses fruits. Mais attention aux mirages ! Car ces emplois sont maintenant sous perfusion dans un contexte de désindustrialisation.

La part de l'industrie dans la valeur ajoutée de l'Union européenne « est passée de 20,5% à 17% entre 1995 et 2006 », indique l'Insee. Poursuite des délocalisa-

tions, amélioration de la productivité, perte de compétitivité, tout concourt au déclin du secteur en Europe. Tandis que l'emploi total a augmenté de 1,1%, de 1995 à 2007, dans l'Union européenne, l'emploi industriel baissait de 0,6% en moyenne annuelle. Nicolas Sarkozy rappelait récemment que « la France a perdu 500 000 emplois industriels de 2000 à 2007 ».

Les secteurs relativement épargnés avant la crise, comme l'automobile, ont été touchés à leur tour. « De 2007 à 2009, le marché mondial de l'automobile s'est resserré,

au bénéfice des pays émergents », expliquent Nikolaus Langet Stefan Mauerer, du Boston Consulting Group. Les Etats-Unis et l'Union européenne restent les deux premières puissances industrielles, mais la part des pays développés dans la valeur ajoutée industrielle mondiale continue de baisser au profit de celle des pays émergents.

Est-il donc urgent, ou au contraire insensé, de prôner une politique industrielle en Europe, alors que l'essentiel de la richesse y est désormais produit par les services ?

►►► Lire la suite page 4

Dossier

L'éclairage de Martin Wolf p. 2



En prônant l'austérité à leurs partenaires, Pékin et Berlin menacent la croissance

Acteurs p. 2

Hernando de Soto et les droits des pauvres, par Pierre Jacquet

Stratégie p. 6

La Saur passe de la gestion de l'eau à celle des équipements

Philippe
Askenazy



L'autre croissance de l'Afrique



Les chiffres des bases de données des grandes institutions internationales décrivent une Afrique subsaharienne engluée dans une faible croissance depuis des décennies, tandis que les pays d'Asie ou d'Amérique latine émergent durablement. Cette représentation alimente une certaine condescendance des pays du Nord vis-à-vis de l'Afrique, voire la désolante image d'un « homme africain » qui ne s'élancerait pas vers l'avenir. Pire, les Cassandre soulignent désormais que le changement climatique condamnerait encore plus une Afrique maudite à son sous-développement et à sa pauvreté.

Mais voilà que des travaux récents revisitent en profondeur l'évolution économique de l'Afrique au cours des dernières décennies. Une première étape a été l'estimation par deux chercheurs, Maxim Pinkovskiy, du Massachusetts Institute of Technology (MIT), et Xavier Sala-i-Martin, de l'université de Columbia (Etats-Unis), de l'étendue de la pauvreté en Afrique. Celle-ci est définie au seuil de 1 ou 2 dollars par jour de revenu. D'après leurs calculs à partir des données de référence, après deux décennies de hausse, la prévalence de la pauvreté se serait effondrée depuis le milieu des années 1990.

Cette chute de la pauvreté pourrait même être encore plus marquée. Cette assertion s'appuie sur une remise en question profonde des chiffres concernant le produit intérieur brut (PIB) de ces pays. Ils sont affectés de marges d'erreur massives, dues aux difficultés de la collecte des informations et à l'importance de l'économie informelle. Quatre économistes, dont deux du Fonds monétaire international (FMI), Simon Johnson, William Larson, Chris Papageorgiou et Arvind Subramanian, remarquent ainsi, dans un document dévoilé cet automne, que les actualisations des bases de données s'accompagnent de modifications substantielles des statistiques.

Par exemple, selon les chiffres disponibles en 2002, le PIB de la Guinée équatoriale aurait crû d'environ 4 % par an de 1975 à 1999, alors que les chiffres révisés les plus récents donnent, pour ce pays, une décroissance sur la même période ! Il est dès lors très difficile de prétendre s'appuyer sur les sources classiques pour comprendre la croissance africaine.

D'où la nécessité d'une nouvelle étape : il faut construire une méthode alternative d'estimation de la croissance pour ces pays. Une solution a été présentée mi-mars en séminaire à Paris par Alwyn Young, professeur à la London School of Economics. Le titre de sa présentation est sans équivoque : « Le miracle de la croissance africaine ». Si les chiffres sur le PIB de l'Afrique subsaharienne sont mauvais depuis deux décennies, des enquêtes de bien meilleure qualité ont été réalisées auprès de centaines de milliers de ménages pour mesurer le niveau de consommation et d'équipement des foyers dans de nombreux pays de cette région.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Paroles d'experts Banque assurance page 11

Dirigeants ■ Finance, administration,
juridique, RH ■ Banque assurance

■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial,
communication ■ Santé ■ Industries

et technologies ■ Carrières internationales

Multiposte ■ Collectivités territoriales

Pages 7 à 12

Consultez notre site : www.lemonde.fr

L'autre croissance de l'Afrique

►►► Suite de la chronique de Philippe Askenazy

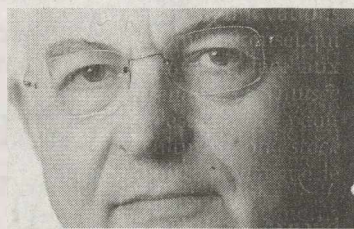
L'idée de Young est proche de ce que l'on pratiquait en Europe pour mesurer, après-guerre, la convergence de nos économies avec celle des Etats-Unis, à travers les taux d'équipement des ménages en réfrigérateur ou en téléviseur, bref, l'accès au confort moderne.

Alwyn Young exploite ainsi les enquêtes « Démographie et santé » financées depuis les années 1970 par l'Agence américaine de développement. Il retient une batterie de mesures du développement à travers quatre catégories. Premièrement, la possession d'équipement (radio, télévision, frigo, voiture, cycle ou téléphone); deuxièmement, les conditions de logement (électricité, eau potable, sanitaire, nombre de pièces par personne ou toit en dur); troisièmement, la nutrition et la santé des enfants; enfin, l'usage du temps et l'économie du foyer (scolarisation des enfants, travail des femmes, etc.).

A partir de ces indicateurs alternatifs, l'estimation de la croissance de l'Afrique subsaharienne depuis 1990 se retrouve plus de trois fois supérieure à celle habituellement acceptée, soit entre 3% et 4% par an. Preuve de la robustesse de ces résultats, cette croissance n'est pas due à une catégorie particulière d'indicateurs; presque toutes les variables connaissent une amélioration nette.

La même méthode aboutit aussi à rehausser modérément la croissance d'autres pays. Au total, l'Afrique subsaharienne ferait aussi bien que les pays en développement des autres continents. Pour Young, ce résultat est remarquable, compte tenu des coûts humains et économiques des conflits armés et surtout des ravages de l'épidémie de sida. Evidemment, cela ne signifie pas que cette partie de l'Afrique ne demeure pas parmi les régions les plus pauvres du globe. Mais cela montre qu'il n'y a pas de fatalité. Cette approche suggère aussi que l'aide économique à ces pays n'est pas nécessairement vaine. ■

Philippe Askenazy est directeur de recherche au CNRS, Ecole d'économie de Paris.



L'éclairage

Les exigences de rigueur préférées par la Chine et l'Allemagne à l'égard des pays déficitaires sont dangereuses pour l'économie mondiale

Pékin, Berlin, même combat

Par Martin Wolf

Début mars, la « ChinAllemagne » a parlé et le monde a écouté. Ce qu'elle a dit était-il cohérent? Non. A-t-elle fait preuve de suffisance? Oui, de beaucoup de suffisance. Ce qu'elle a dit est-il dangereux? Oui. Des points de vue plus judicieux peuvent-ils quand même prévaloir? J'en doute.

La Chine et l'Allemagne sont, bien sûr, très différentes l'une de l'autre. Pourtant, malgré leurs dissemblances, ces pays possèdent des caractéristiques communes: ils sont les plus gros exportateurs de produits manufacturés, la Chine ayant désormais dépassé l'Allemagne sur ce plan; ils présentent des excédents massifs d'épargne par rapport à l'investissement; et ils enregistrent d'énormes excédents des comptes courants: 291 milliards de dollars (212 milliards d'euros) cette année pour la Chine, et 187 milliards de dollars pour l'Allemagne.

Tous deux estiment aussi que leurs clients devraient continuer à acheter, mais cesser d'emprunter de manière inconsidérée. Du fait que leurs excédents creusent les déficits des autres pays, cette position est incohérente. Les pays excédentaires doivent financer les pays déficitaires. Si l'endettement devient trop lourd, les débiteurs seront acculés au défaut de paiement. Dans ce cas, l'épargne tant vantée des pays excédentaires se révélera une illusion: le financement des importations par les prêts des exportateurs se transformera alors en subventions ouvertes à l'exportation.

Je commence à me demander si

l'économie mondiale ouverte parviendra à surmonter cette crise. Les interventions, au début du mois de mars, du premier ministre chinois, Wen Jiabao, et du ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, mettent parfaitement en lumière ces dangers.

Le fond de l'argumentation de M. Schäuble ne concernait pas la proposition de constitution d'un fonds monétaire européen, lequel ne pourrait pas, même s'il était créé et mis en œuvre, modifier les pressions engendrées par les énormes déséquilibres macroéconomiques au sein de la zone euro. Les idées centrales du ministre allemand consistent à combiner l'aide d'urgence apportée aux pays enregistrant des déficits budgétaires excessifs à de sévères pénalités, à suspendre le droit de vote des

coup sûr l'économie de l'ensemble de la zone. Il en résulterait une détérioration budgétaire en Allemagne et en France. Imaginons alors que l'Allemagne décide de revêtir le cilice de la rigueur. Cela inciterait-il la France à en faire autant? Le déficit public de la France devrait déjà atteindre, cette année, d'après les prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), près de 9% du produit intérieur brut (PIB). M. Schäuble imagine-t-il que la France pourrait être mise à l'amende? Certainement pas.

Ce ne sont pourtant pas les finances publiques grecques qui menacent la stabilité de la zone euro. La menace provient des finances publiques des grands pays. Du moment que l'Allemagne ne peut pas contraindre ces pays à

Mais l'économie dont il veut qu'elle procède ainsi, c'est l'économie américaine. Il peut toujours rêver!

Dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de la clôture de l'Assemblée nationale populaire, M. Wen a déclaré: « Ce que je ne comprends pas, c'est que l'on puisse déprécier sa propre monnaie tout en incitant les autres à apprécier la leur dans le but d'augmenter les exportations. A mes yeux, cela s'appelle du protectionnisme. » Il a aussi souligné qu'il s'inquiétait de la sécurité des investissements chinois en dollars.

Je me demande ce que M. Wen a en tête en disant cela, hormis de demander aux Etats-Unis de ne pas se mêler de la politique chinoise des taux de change. Si l'on juge « protectionniste » le désir américain d'avoir un dollar plus faible, comment qualifier alors l'entêtement de la Chine à vouloir maintenir coûte que coûte sa monnaie à un bas niveau? Il n'y a rien de « protectionniste » dans le fait de demander à un pays enregistrant un énorme excédent de ses comptes courants de le réduire dans une période de faible demande mondiale.

Si je saisis correctement la position exprimée par la Chine, celle-ci voudrait que les Etats-Unis renouent avec la compétitivité par la déflation en procédant à une contraction budgétaire et monétaire et, sans doute, à une baisse des prix intérieurs. Cela serait redoutable pour eux. Mais ce le serait aussi pour la Chine et le reste du monde. Et il n'y a aucune chance que cela se produise. Pékin en est assurément conscient.

Derrière tout cela se profile une divergence fondamentale. Les

pays excédentaires insistent pour que tout continue comme avant. Mais ils refusent d'accepter que leur dépendance à l'égard de leurs propres excédents à l'exportation se retourne contre eux lorsque leurs clients se retrouvent à court d'argent. Ce qui est précisément en train de se produire.

Pendant ce temps, les pays qui, par le passé, présentaient d'énormes déficits extérieurs ne peuvent réduire les déficits budgétaires massifs que par une forte relance de leurs exportations nettes. Si les pays excédentaires ne sont pas capables de compenser cela par une augmentation de la demande agrégée, le monde s'engagera dans une bataille protectionniste: chacun cherchera désespérément à refiler l'offre excédentaire à ses partenaires commerciaux. Ce fut aussi un aspect important de la catastrophe des années 1930.

Il est hautement improbable que les pays excédentaires gagnent cette bataille. Un effondrement de la zone euro serait une très mauvaise chose pour la production manufacturière allemande. Un recours américain au protectionnisme serait très mauvais pour la Chine. Les dieux font d'abord perdre la raison à ceux qu'ils veulent détruire. Il n'est pas trop tard pour trouver des solutions collectives. Les deux parties doivent chercher des ajustements. Oublions la suffisance des leçons de morale. Essayons plutôt de faire preuve de bon sens. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Olivier Bomsel
L'économie
immatérielle
industries et
marchés
d'expériences

**L'Économie
immatérielle**
d'Olivier Bomsel
NRF Essais-Gallimard,
282 pages,
18,90 euros

Le livre

La guerre des mots

Thatcheurs, baratineurs, embobineurs en tout genre... bienvenue dans l'économie immatérielle, cette « *économie de mots* », selon Olivier Bomsel. Son livre, passionnant, sous-titré *Industries et marchés d'expériences*, fera date. En exergue, l'auteur a placé cette citation de Bossuet : « [L'homme] ne poursuit (...) que des choses vaines, l'image du bien et non le bien lui-même. » Ce qui fait dire à l'auteur, professeur à l'École des mines de Paris : « Bossuet, aujourd'hui, serait chroniqueur économique »...

Beaucoup a déjà été écrit sur la dématérialisation de l'économie. Un rapport sur « L'Économie de l'immatériel », paru en 2006, avait été demandé par le ministre de l'économie d'alors, Thierry Breton, à Maurice Lévy, président de Publicis, leader français... de la publicité.

La thèse d'Olivier Bomsel est orwellienne. La guerre économique est aussi une guerre des mots. Désormais, « les mots, plus que les marchandises, sont les clés de la richesse ». La « circulation mondiale de l'écriture », grâce à Internet, est en train de bouleverser les

règles de la concurrence, affirme-t-il.

L'originalité de la réflexion d'Olivier Bomsel tient à la notion d'« *expérience* ». Dans la nouvelle économie immatérielle, montre-t-il, les « *choses* » sont moins importantes que leur « *expérience consommée* ». Les succès de Vélib', de Facebook, comme l'essor des marques, en témoignent. « La dématérialisation de l'économie, écrit-il, tient donc à une représentation croissante des marchandises, non plus sous forme d'objets, mais en termes d'utilité associée à une expérience. »

Certes, les échanges physiques n'ont pas disparu. Mais les marchés, de plus en plus mimétiques, ne se conquièrent et ne se régulent « qu'au prix de flux croissants d'informations ».

Une mutation profonde est en cours, porteuse d'innovations sociales, estime Olivier Bomsel, qui s'interroge : comment, face aux « *Babel concurrentes* », ce « *musée imaginaire* » qu'est l'Europe peut-il valoriser sa culture – son « *stock imaginaire* », dans la novlangue de l'économie immatérielle? ■

Philippe Arnaud

Les acteurs de l'économie Pierre Jacquet Hernando de Soto et les droits des pauvres



Économiste péruvien né en 1941, Hernando de Soto est connu pour ses travaux sur l'économie informelle et pour sa croisade en faveur de l'établissement de droits de propriété pour les pauvres. Il a créé et préside à Lima l'Institut pour la liberté et la démocratie, un think tank qui observe et analyse les conditions de vie, les activités et les transactions dans l'économie informelle et l'extralégalité, mais élabore aussi des programmes de réforme visant à établir des règles de droit et de propriété.

Deux ouvrages ont assis sa notoriété. Dans *L'Autre Sentier (El otro sendero)*, 1986, il réfute l'approche de la guérilla maoïste du Sentier lumineux, et prône l'extension de la légalité pour combattre la misère. Dans *Le Mystère du capital (El misterio del capital)*, 2000, il explique que les pauvres possèdent beaucoup plus que l'on ne l'imagine, mais que, dans un système informel et peu sûr dans lequel ils n'ont ni statut ni droits, leurs possessions – entreprises, récoltes, habitations – ne peuvent être valorisées correctement.

Pour que les pays en développement réussissent économiquement, il faut que les droits de propriété soient donnés aux pauvres et respectés. Cette sécurisation permet aux individus de gagner en indépendance, accroît la confiance dans la puissance publique, la capacité à emprunter (les terres servant de collatéral) et l'ouverture à l'économie formelle. Elle leur ouvre l'accès au crédit bancaire et à des activités productives.

Pas chose aisée

Cette confiance permet peu à peu l'implication dans l'élaboration de lois, étape fondamentale dans la constitution d'un État et d'une économie viables. En l'absence de droits de propriété établis et protégés, le capital est « mort » et le modèle de développement capitaliste ne peut s'enclencher.

La traduction opérationnelle des analyses de Hernando de Soto, cependant, n'est pas chose aisée. Comment introduire la légalité dans les systèmes informels? Comment faire en sorte que l'installation de nouveaux droits soit jugée légitime, et que ces droits soient ensuite respectés?

Les travaux de l'économiste américain Douglass North (Nobel 1993) et de ses collègues ont plutôt mis l'accent sur l'insuffisance institutionnelle et légale comme une caractéristique d'ordres sociaux par ailleurs cohérents. Dans leur approche, le développement apparaît comme le passage progressif d'un ordre social fondé sur la capture et la redistribution clientéliste des rentes par les élites à un ordre social plus complexe, mais plus stable, caractérisé par la dépersonnalisation des transactions, le développement de la légalité, la concurrence économique et l'accès démocratique au pouvoir politique. Les conditions d'une telle transition restent aujourd'hui insuffisamment comprises.

Les travaux de De Soto amènent à juste titre à prendre en compte l'économie informelle, qui représente parfois 80 % des économies des pays les plus pauvres, tandis que l'aide publique au développement soutient plus facilement des activités formelles. Cependant, toute formalisation de l'informel suppose aussi une réforme profonde du formel, pour qu'il corresponde aux besoins des acteurs de l'écono-

mie extralégale. Instaurer des droits de propriété et un système légal pour les pauvres requiert une réforme légale et institutionnelle générale. Si l'on sait faire cela, le problème du développement est, en grande partie, résolu. ■

Pierre Jacquet, Agence française de développement.

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13

Tél. :

Fax. :

Télex :

Édité par la Société éditrice
du « Monde » SA,
Président du directoire,
directeur de la publication,
directeur du « Monde » :
Eric Fottorino

La reproduction de tout article est interdite
sans l'accord de l'administration. Commission
paritaire des journaux et publications nr 0712C 81975.
ISSN : 0395-2037



Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France



2007

Entreprise **Joël Ruet**

Comment les grandes sociétés des pays émergents jouent la carte africaine



Faut-il s'inquiéter de la présence croissante des grandes entreprises des pays émergents, souvent jugées peu soucieuses de développement harmonieux, d'environnement et de droits humains, en Afrique subsaharienne ? Les investisseurs indiens, brésiliens, marocains, chinois contribuent à développer sur ce continent un « écosystème » d'affaires, et leurs États y jouent la carte d'un développement par l'industrialisation auquel les bailleurs du Nord ne voulaient plus croire.

L'omniprésent groupe Tata est le fer de lance de la stratégie africaine de l'Inde depuis les années 1960. Il y a investi récemment un milliard de dollars (soit 726 millions d'euros, dans les télécommunications, dans l'automobile au Kenya, en Zambie, en Algérie...),

dont les implications sur le plan urbain (modernisation des autobus) et sur celui des transferts de savoir-faire (informatique) ont été salués par le président sénégalais, Abdoulaye Wade.

Les entreprises indiennes visent, il est vrai, le long terme : Dr. Reddy's Lab et ses médicaments génériques ont changé la santé du continent ; Bharti Telecom vient de racheter au qatari Zayn son réseau dans dix-sept pays africains et parie sur un boom du portable. Le gouvernement indien soutient depuis 2002 le développement informatique et médical du continent, via son programme Focus Africa.

Les entreprises brésiliennes sont, elles aussi, présentes : WEG vend ses moteurs électriques dans vingt pays, Marcopolo construit des bus en Afrique du Sud, Ode-

brecht couvre de chantiers de construction la Namibie, l'Angola, le Mozambique (infrastructures minières et ferroviaires, usines d'éthanol, bureaux, supermarchés). Là encore, les entreprises sont soutenues par leur gouverne-

Le Maroc est chargé de l'électrification rurale dans le nord du Sénégal

ment dans une vision de développement à long terme : la vallée du Zambèze va voir naître une agro-industrie de type brésilien (soja, maïs, élevage bovin)...

Autre grand émergent, le Maroc voit dans l'Afrique subsaharienne l'opportunité d'internationaliser ses entreprises. Après avoir investi

dans les mines (la Managem en Guinée et au Burkina Faso) et les télécommunications (Maroc Telecom gère les réseaux en Mauritanie, au Burkina Faso, Gabon, Mali), les entreprises marocaines s'intéressent au développement du territoire et au soutien à l'activité économique. La Royal Air Maroc, présente dans Air Sénégal, a recomposé l'espace aérien ouest-africain ; Attijariwafa Bank et la Banque marocaine du commerce extérieur (BMCE) sont présentes dans toute l'Afrique de l'Ouest et centrale francophone, où elles financent les entrepreneurs locaux.

C'est le Maroc qui est chargé de l'électrification rurale tant attendue dans le nord du Sénégal, grenier agricole. D'autres entreprises, telle Ynna, se positionnent sur des projets liés aux ressources en eau, au tourisme, à l'immobilier.

Tous ces acteurs émergents parient sur un continent d'un milliard d'habitants, dont le profil de consommation les place juste derrière l'Inde. L'Afrique a amorcé sa transition démographique, son urbanisation, et s'industrialisera tôt ou tard.

La stratégie la plus méthodique est bien sûr celle de la Chine, qui se fait surveillée en Afrique. Au-delà de l'accès aux ressources naturelles et du BTP, les entreprises chinoises développent les télécommunications en Zambie, au Zimbabwe, Niger, Bénin, Togo et, de plus en plus, le textile. Avec l'ouverture, prévue en 2011, d'une zone économique spéciale en Égypte (informatique, textile, automobile), l'industrie chinoise entrera dans l'espace euroméditerranéen. Le projet de terminal d'hydrocarbures au nord du Kenya va désenclaver un Sud-

Soudan déjà semi-autonome.

Le quatrième forum de coopération sino-africaine de novembre 2009 a renforcé un fonds de codéveloppement d'entreprises, et a mis en place un fonds de financement de 100 projets de lutte contre le changement climatique et de 100 autres concernant l'eau, les céréales et le développement social.

Les immenses réserves de change des pays émergents leur permettent de financer ces investissements. Paradoxalement, les manœuvres en cours autour de la réévaluation du yuan pourraient avoir un impact sur le développement du continent noir. ■

Joël Ruet est chercheur CNRS au Centre d'études de la Chine contemporaine à Hongkong. Il préside l'Observatoire des émergents.

La démocratie de l'ascenseur



Imaginez que vous êtes seul dans un ascenseur, en route pour le 20^e et dernier étage d'un bâtiment. Au 19^e, l'ascenseur s'arrête, trois personnes montent, et vous découvrez alors que cet ascenseur est « démocratique » : à chaque arrêt, sa direction est déterminée par un vote à la majorité des passagers. Vous risquez de passer un long moment avant d'atteindre votre destination. Vous allez peut-être même renoncer, pour prendre l'escalier.

Le président Barack Obama fera le maximum dans les jours qui viennent pour monter jusqu'au 20^e étage de sa réforme du système de santé. Mais l'ascenseur démocratique a accueilli de nouveaux occupants – comme le sénateur du Massachusetts, Scott Brown, élu le 19 janvier sur une plate-forme d'opposition au programme Obama. Et certains passagers ont changé d'avis. Le sénateur démocrate du Nebraska, Ben Nelson, avait opposé des objections de principe à la réforme, mais s'était laissé convaincre par une exemption budgétaire spécifique pour son Etat. Cette concession a agacé plusieurs députés, qui menacent de ne plus soutenir le projet de loi.

Dans nos sociétés démocratiques, la gestion des ascenseurs échappe heureusement au vote à la majorité. D'autres questions aussi : le droit de propriété protège, par exemple, contre l'envie des voisins. Vous pouvez vous engager à faire des travaux chez vous car vous savez que votre droit à continuer à y habiter ne sera pas soumis à un référendum des habitants du quartier. Un système basé sur le choix démocratique peut en revanche mener à des changements d'orientation. Les manœuvres du sénateur Nelson ne sont pas antidémo-

Chronique de la semaine

Paul Seabright, Ecole d'économie de Toulouse

cratiques – son opposition à la réforme était soutenue par les électeurs du Nebraska. En démocratie, le peuple a le droit d'être capricieux ; il y a même souvent intérêt.

La mise en œuvre de programmes économiques cohérents demande une capacité d'engagement que seuls les leaders de talent exceptionnel savent gérer. Ce sont souvent nous, les électeurs, qui oublions les intentions que nous avons lors du dernier scrutin en dénonçant des mesures qui en sont la conséquence !

Critiquer le laxisme budgétaire de la Grèce serait oublier à quel point la création exagérée d'emplois publics a été considérée par les électeurs grecs comme nécessaire à l'établissement de la paix sociale après les années noires de la dictature des colonels. La Grèce ne sera pas le seul pays à devoir se serrer la ceinture. Les électeurs de tous nos pays pourraient peut-être faire preuve de plus de cohérence dans leurs choix avant de blâmer les élus pour l'incohérence de leurs politiques. ■

D'autres débats sur lemonde.fr

« Pour un véritable bilan social et environnemental des entreprises », Sustainability Club of Paris (SCOP).

« Taxes contre quotas : le débat environnemental est tronqué », Jacques Richard, codirecteur du master développement durable de l'université Paris-Dauphine.

« Le divorce paysan entre Nicolas Sarkozy et les agriculteurs », Nicolas-Jean Brehon, enseignant à l'Institut des hautes études de droit rural et d'économie agricole (Ihedrea).

« Pour un G20 des grandes marques », par Denis Gancel, président fondateur W&Cie.

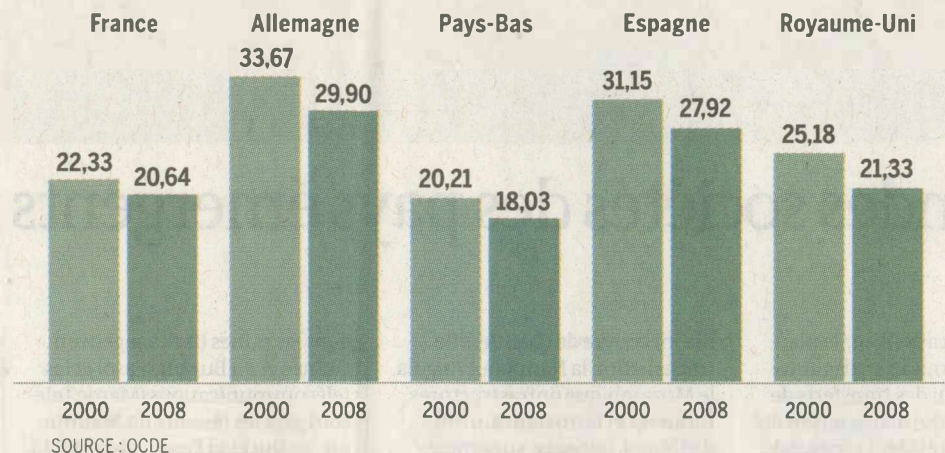
« Changer la loi au service du microcrédit », par Arnaud Poissonnier, fondateur du premier site Web de microcrédit Babyloan.

Productivité

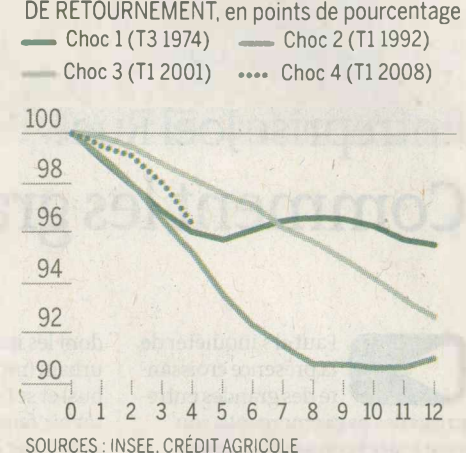
La désindustrialisation, mesurée à l'aune des indicateurs traditionnels de l'industrie que sont l'emploi, la valeur ajoutée et les exportations, pèse sur l'Union européenne. L'emploi industriel ne représentait plus, en 2008, que 20,64 % de l'emploi total, en France (contre 22,3 % en 2000), 21,33 % au Royaume-Uni, 27,92 % en Espagne et 29,9 % en Allemagne, selon les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Seuls les pays d'Europe centrale – destinataires de certaines délocalisations – affichaient encore des taux de 30 % à 40 %.

Au-delà de la mondialisation, ce phénomène résulte aussi de l'externalisation et de l'amélioration de la productivité du travail. Depuis 1995, cette dernière n'a cessé de s'améliorer dans ce secteur, permettant de faire mieux avec moins d'emplois. En valeur ajoutée, la part de l'industrie dans l'ensemble de l'économie recule aussi. Sur ce critère, seule l'Allemagne sort du lot, pour avoir fait le choix d'une politique industrielle forte, spécialisée et de long terme.

► EMPLOI CIVIL DANS L'INDUSTRIE EN % DE L'EMPLOI CIVIL TOTAL



► EMPLOI INDUSTRIEL LORS DES PHASES DE RETOURNEMENT, en points de pourcentage



Le secteur manufacturier ne représente en France qu'environ 16 % de la valeur ajoutée, contre 22,4 % en moyenne dans les pays de la zone euro

Une industrie compétitive se bâtit sur le long terme

►►► Suite de la première page

« C'est dans l'industrie que se développent tous les phénomènes d'innovation et donc la croissance », répond Alain Henriot, directeur délégué de l'institut d'études économiques Rexecode. L'industrie a un effet d'entraînement : « Une part des créations d'emplois dans les services provient d'une redistribution des tâches, par sous-traitance, par achat de services courants ou par le regroupement de certaines fonctions dans les unités spécialisées au sein d'un groupe », rappelle le service statistique du ministère de l'économie.

Ce secteur, dont le rôle est vital pour l'économie, change, ce qui

relativise la mesure de sa part dans la valeur ajoutée totale. « L'industrie ne disparaît pas, elle se transforme et s'élargit, résume l'économiste Jean-Louis Levet, chargé de la politique industrielle à la direction du Plan jusqu'en 2006. A l'échelle européenne, quand l'industrie crée un emploi, il y a deux emplois créés dans les services. »

Les gouvernements l'ont bien compris qui, juste après avoir secouru les banques, ont répondu aux appels au secours des entreprises industrielles (prime à la casse, temps partiel, prêts directs aux entreprises). La France a aussi créé un Fonds stratégique d'investissement (FSI), nommé des commissaires à la réindustrialisation, et ins-

tallé un comité national des Etats généraux de l'industrie pour « traiter les faiblesses structurelles de l'industrie en France (...) afin de sortir de la crise plus forts », selon les termes du ministre chargé de l'industrie, Christian Estrosi.

« Tout délocalisable »

Les fédérations patronales et syndicales de la chimie et de la métallurgie devaient se réunir pour la troisième fois, mercredi 24 mars, à cet effet. Les fédérations industrielles françaises réfléchissent à une nouvelle politique davantage tournée vers l'emploi et axée sur trois chantiers : conditionner les aides aux entreprises, améliorer la transparence des cir-

cuits de sous-traitance, et définir la productivité au-delà des seuls critères financiers. L'impact sur l'emploi du « tout délocalisable » est enfin reconnu comme un problème : « Le groupe Renault a su se souvenir qu'il était français lorsque nous lui avons prêté 3 milliards d'euros (...), a répété à la mi-mars Nicolas Sarkozy dans un entretien au Figaro Magazine. Que l'on délocalise pour vendre sur d'autres marchés, je suis prêt à le comprendre. Mais que l'on délocalise pour fabriquer à l'étranger des voitures que l'on vendra en France, je ne suis pas d'accord. »

Quelle que soit l'efficacité de ces initiatives, elles expriment la conviction des dirigeants que les

théories de l'entrée dans l'ère post-industrielle, dans les années 1980, de la nouvelle économie, dans les années 1990, ou de l'industrie sans usine prônée par certains dirigeants du CAC40, au début des années 2000, auraient donc fait long feu.

L'exemple de l'industrie allemande, qui résiste moins mal à la crise que certaines de ses voisines européennes, a servi de preuve. La force de l'Allemagne est d'avoir fait, depuis le XIX^e siècle, de l'industrie et des entreprises moyennes le fer de lance de son économie. La spécialisation du secteur, tournée vers les exportations, lui permet de profiter de la croissance des marchés émergents. « Il aura fallu une

crise inédite pour remettre l'industrie dans la conscience collective », remarque Jean-Louis Levet.

Il existe plusieurs moyens de lutter contre l'érosion de l'emploi industriel, au premier rang desquels se trouve la compétitivité - faiblesse française s'il en est -, qui dépend à la fois du taux de change, du coût salarial et... de la qualité des produits.

« Les Allemands ont mieux résisté aux variations de change que la France car, en misant sur le long terme, ils se sont construits dans le monde une image de produits de qualité qui leur permet de s'affranchir du prix relatif, autrement dit d'imposer leurs prix », explique Alain Henriot. ►►►

L'Allemagne maintient ses exportations en privilégiant les hautes technologies

Berlin

Correspondante

Dans les annales de l'industrie allemande, 2009 restera une année noire. La récession mondiale a touché de plein fouet un pays dont l'industrie est très tournée vers l'export. Le produit intérieur brut (PIB) a baissé de 5 %, un niveau jamais atteint depuis la seconde guerre mondiale. Mais, selon les experts, la structure et l'orientation des entreprises allemandes leur permettent d'envisager l'avenir avec sérénité.

En effet, les douloureuses restructurations commencées dans les années 1990 ont permis à l'Allemagne d'arrêter le recul de son industrie, et même d'inverser la tendance. En 2008, l'industrie contribuait à hauteur de 23,9 % à la production nationale, soit un léger plus par rapport à 1994.

Avant l'arrivée de la crise, à l'été 2008, le secteur a aussi pu créer des emplois, le nombre de salariés atteignant 7,7 millions de personnes. « Que ce soit sur le coût du travail, les processus de production ou la palette de produits, les entreprises se sont livrées à un profond examen de leurs structures afin de les optimiser et de s'adapter à la concurrence internationale », explique Olga Wilde, porte-parole de la Fédération de l'industrie alle-

mande (BDI). Ce phénomène a particulièrement touché le *Mittelstand*, les petites et moyennes entreprises, qui étaient à l'époque encore peu ancrées dans le marché mondial. Aujourd'hui, certaines d'entre elles exportent jusqu'à 90 % de leurs produits à l'étranger. De manière générale, le taux d'exportation a été multiplié par deux depuis 1993, et concerne aujourd'hui 47 % du PIB allemand.

Dans le même temps, les syndicats ont fait preuve de retenue lors des traditionnelles négociations salariales. Cette tendance à la rigueur n'a fait que s'accroître avec la crise. Dernier exemple en date, l'accord salarial de la métallurgie, signé en février. Le puissant syndicat IG Metall a privilégié la sécurisation des emplois aux dépens de fortes hausses de salaire. Néanmoins, « les salaires

restent à un haut niveau », souligne Alexander Kritikos, expert à l'institut berlinois de recherches économiques DIW. L'industrie reste en moyenne des salaires 40 % plus élevés que la moyenne nationale. Les réformes de l'« agenda 2010 », engagées par le gouvernement de l'ex-chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, ont aussi joué un rôle. « Le marché du travail est devenu plus flexible », souligne-t-on au BDI.

Grande palette de produits

De plus, l'Allemagne a accru sa spécialisation dans les hautes technologies. Un phénomène particulièrement visible dans les régions de l'Ouest. La part de la production industrielle de haute technologie n'a cessé d'augmenter - elle représentait 12 % de la production industrielle en 2007 -, tandis qu'elle a

stagné ou baissé chez ses concurrents. Entre 1995 et 2007, ce segment tourné vers l'export a crû de 2,4 % outre-Rhin, tandis qu'il a baissé de 1 % en Europe de l'Ouest. Depuis 2004, l'Allemagne est devenue le premier exportateur de biens de haute technologie, devant les Etats-Unis.

Le pays a aussi élargi sa palette de produits, ce qui lui permet d'être en pointe dans de nombreuses branches : la chimie, les machines-outils, l'électronique, la technique médicale, les instruments de mesure et l'environnement.

Cette évolution, elle la doit à une forte hausse de la productivité et à des investissements dans la recherche et développement (R & D). Les dépenses publiques en faveur de la R & D restent irrégulières. Si l'industrie spatiale bénéficie de nombreuses subventions, les machines-outils ne reçoivent pas un euro de l'Etat allemand. A l'avenir, « il faudrait davantage développer les secteurs de très haute technologie, comme la technique environnementale, si on veut faire face à la concurrence croissante avec l'Asie », poursuit M. Kritikos.

Le spectre d'un manque de main-d'œuvre très qualifiée constitue une autre menace. « On ne forme pas suffisamment de personnel de haut niveau en Allemagne. » ■

Cécile Calla

Pas d'avenir sans industrie, de Jean-Louis Levet, éditions Economica, 2006, 190 pages, 20 euros.

Quelles politiques industrielle et sociale pour l'Europe du XXI^e siècle ?, de Jean-Christophe Defraigne et Virginie de Moriamé, éd. Academia-Bruylant, 2008, 234 pages, 29 euros.

Pour en savoir plus

« Etats généraux de l'Industrie », de Jean-François Dehecq, rapport du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, février 2010, disponible sur le site Ladocumentationfrancaise.fr.

Politiques industrielles d'hier et d'aujourd'hui en France et en Europe, ouvrage collectif, éditions Eud, 2009, 268 p., 20 euros.

Questions-réponses Retards

1 Quelle est la perte réelle de compétitivité de la France ?

La compétitivité française baisse depuis plus de dix ans dans le monde et dans la zone euro. L'indicateur le plus significatif est la part de marché à l'exportation. La comparaison au sein de la zone euro permet une mesure plus fine de son évolution, en neutralisant l'impact des variations de change. Depuis la création de la zone euro en 1999, la part des exportations françaises dans les exportations de la zone euro a chuté de 16,8 % à 13,2 % en 2009. Ce recul de près de 4 points « représente à peu près 100 milliards d'euros d'exportations perdues en fin de période », indique le Centre d'observation économique et de recherches pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises.

2 Pourquoi la France perd-elle des parts de marché ?

Si cette tendance de long terme s'explique par l'émergence de nouveaux concurrents sur la scène internationale, le recul au sein de la zone euro trouve son origine dans les divergences de politiques industrielles. Le coût du travail est un sujet polémique mais dont l'impact sur la compétitivité n'est pas forcément le plus détermi-

nant à moyen ou long terme : le coût complet d'une heure de travail, incluant les charges sociales, était de 24,90 dollars en 2006 en France, contre 34,1 dollars en Allemagne, et 27,10 dollars au Royaume-Uni, selon les données publiées en 2008 par le ministère du travail américain. Il ne suffit donc pas à expliquer les différences de compétitivité entre la France et l'Allemagne.

3 Quelles sont les conséquences du retard français en recherche et développement ?

La France accuse un retard notable en termes de dépenses totales de R & D rapportées au produit intérieur brut (PIB). « En consacrant globalement à la R & D 38 milliards de dollars en 2006 (R & D publique et privée), ce qui représente 1,9 % de son PIB, la France se situe bien en deçà de l'Allemagne, qui y consacre 2,4 % de son PIB (67 milliards de dollars) », indique le rapport des Etats généraux de l'industrie publié en février. Les auteurs du rapport justifient cette situation par « la part importante des industries peu intenses en R & D dans son tissu industriel ». Le secteur réalise les quatre cinquièmes de la dépense intérieure de R & D des entreprises en Europe et pourrait donc bénéficier d'un effort en la matière. ■